

Et un et deux et trois millions... et le 4 avril !

30.03 2006

LE 28 AVRIL, AVEC 3 MILLIONS DE MANIFESTANTS :

C'EST LA LÉGITIMITÉ DES MOBILISATIONS DANS LA RUE QUI GAGNE

Les rassemblements dans près de 200 villes, avec une présence record y compris dans les petites villes de province, démontrent que le rejet du CPE, le refus de la précarité, sont partagés partout en France.

Cependant, malgré le message adressé une nouvelle fois au gouvernement, toutes générations confondues : lycéens, apprentis, étudiants, salariés du privé comme du public, en CDI ou en situation de précarité, privés

d'emploi, exclus, et retraités..., le Premier ministre s'isole, reste sourd et veut passer en force !

Le ministre de l'Éducation nationale lui emboîte le pas, recourt aux forces de police pour débloquent les nombreux lycées en grève. C'est affligeant, inadmissible et irresponsable !

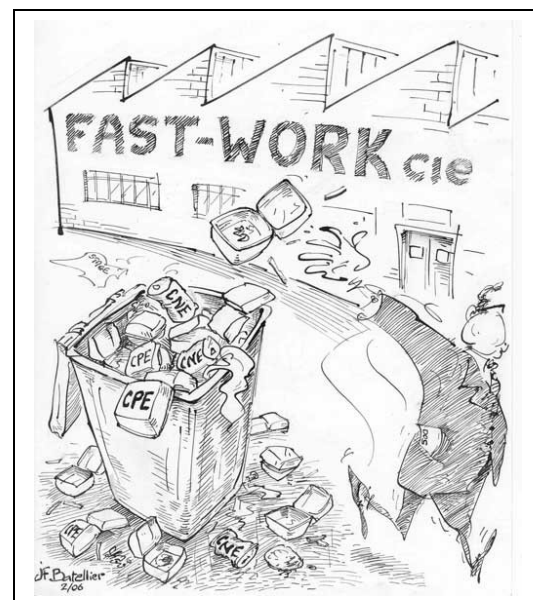
En prenant une telle décision, ils prennent le risque inconséquent à la fois d'incidents graves, et d'une radicalisation du mouvement face à une jeunesse dont la citoyenneté est niée.



Nous, qui avons en charge l'éducation, la formation et la préparation à l'insertion dans la vie professionnelle des jeunes, sommes confrontés :

- ▶▶ A la politique d'exclusion induite par la réforme de l'école, notamment par une orientation précoce et la mise en œuvre de l'apprentissage dès 14 ans.
- ▶▶ A la dégradation des études, conséquence des suppressions d'emplois répétées dans le secondaire et le supérieur.
- ▶▶ Au « flicage » dès la maternelle, stigmatisant des « délinquants potentiels ».
- ▶▶ A la précarité.

Ces situations sont des facteurs de violence.



Aujourd'hui, non seulement le droit à l'intégration dans le monde du travail est refusé aux jeunes, hormis la voie de la précarité, mais leur droit à la citoyenneté est bafoué.



Devant un gouvernement discrédité et dépassé, où les calculs politiques l'emportent sur l'intérêt des jeunes et des salariés, il faut réunir **PARTOUT LES PERSONNELS EN ASSEMBLE GENERALE** pour **AMPLIFIER** la lutte.

**CPE pour les « jeunes »,
CDD de 18 mois pour les « seniors »,
CNE pour les « autres »...**

Tous ces contrats de travail, qui peuvent se succéder les uns aux autres, institutionnalisent la précarité et alimentent le moins disant social.

Dans notre secteur l'État employeur montre l'exemple.

Tous ces dispositifs tendent vers un même but : développement des parcours professionnels sans garanties collectives.

**CNE, CPE : plus généralement, c'est le code du travail que gouvernement et MEDEF veulent remettre en cause.
C'est aussi au statut de la fonction publique que le gouvernement s'attaque.**

**Le 4 avril :
grève, manifestations,
amplifions la mobilisation !
Manifestations Toulon 10h Place de la liberté
Draguignan 10h30 Sous préfecture**

La FERC-CGT dépose un préavis de grève tous les jours.



Tract 4.04.2006

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom (Mme, Melle, M.)..... Prénom

Adresse personnelle

Code postal Ville.....

Tél..... e-mail.....

Grade ou coprs..... Discipline:

Etablissement.....

Code postal Ville.....

Sden-Cgt 4 Place St François 06300 Nice